



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

COVID-19

**Un aperçu des stratégies nationales
d'adaptation relatives aux examens et
évaluations à enjeux élevés**

Document de travail

Secteur de l'éducation

11 avril 2020

Ce document est préparé par Gwang-Chol Chang, Le Thu Huong, Rolla Moumne, Sharlene Bianchi et Elise Rondin.

Les informations contenues dans ce document ont été compilées grâce à une évaluation rapide réalisée entre le 24 mars et le 9 avril 2020 par le personnel de l'UNESCO et basée sur diverses sources. Il s'agit d'enquêtes rapides menées ou de documents d'information préparés par le personnel des Bureaux régionaux de l'UNESCO (notamment le Bureau de l'UNESCO à Bangkok par le biais du réseau NEQMAP pour la région Asie-Pacifique, le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth pour la région arabe, le Bureau de l'UNESCO à Dakar par le biais du réseau TALENT, les Bureaux de l'UNESCO à Harare et à Abuja pour l'Afrique subsaharienne et le Bureau de l'UNESCO à Santiago pour la région Amérique latine et Caraïbes). Parmi les autres sources de données, figurent les résultats de l'enquête de l'UNESCO sur les réponses nationales en matière d'éducation face à la crise du Covid-19 (23 mars 2020 - 31 mars 2020), les rapports d'autres organisations internationales (par exemple, le rapport de l'Union européenne sur les implications du nouveau coronavirus (Covid-19) sur l'éducation et la formation - État des lieux dans les États membres), les informations disponibles en ligne (par exemple, articles, documents, blogs, sites web des ministères de l'éducation), ainsi que les rapports des médias.

Il s'agit d'un document évolutif. Au fur et à mesure que la situation se précise et que les informations sont disponibles, nous suivrons la situation, évaluerons son évolution et actualiserons le document en conséquence.

Les appellations employées dans ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits contenus dans ce document et des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

Pour plus d'informations ou demande de renseignements, veuillez contacter :

Section de la politique de l'éducation
Division des politiques et des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie
Secteur de l'éducation
UNESCO

7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Courriel : educationpolicy@unesco.org

Introduction

Les systèmes éducatifs du monde entier s'efforcent de réagir à l'apparition inattendue de la pandémie de Covid-19. Au 9 avril 2020, 188 pays ont pris des mesures pour fermer des établissements d'enseignement et d'apprentissage, qu'il s'agisse de jardins d'enfants, d'écoles, d'établissements de formation professionnelle ou d'universités. On estime que 1,58 milliard d'apprenants ne sont plus scolarisés, ce qui représente 91,3 % du total des apprenants inscrits dans le monde et une situation sans précédent dans l'histoire de l'éducation¹. En outre, environ 63 millions d'enseignants du primaire et du secondaire² ont également été touchés et, lorsque l'infrastructure des TIC et une connexion internet stable existent, ils tentent de transférer l'enseignement et l'apprentissage en ligne. Bien que les statistiques qui montrent l'ampleur de l'impact sur la formation technique et professionnelle et les établissements d'enseignement supérieur ne soient pas encore disponibles au moment de la rédaction de ce document, les premières observations indiquent une tendance similaire à se diriger vers un apprentissage en ligne dans de nombreux pays.

Compte tenu de la fermeture prolongée et massive des écoles, des universités et des autres établissements d'enseignement et du passage à l'apprentissage à distance dans de nombreux pays du monde, une question clé posée aux responsables politiques et aux décideurs est de savoir comment gérer les évaluations et les examens programmés³ - en particulier ceux liés aux niveaux de fin de scolarité, à la sortie de l'école, aux examens d'entrée à l'université et aux passerelles pour l'emploi, et comment terminer l'année scolaire en douceur. Il s'agit d'examens et d'évaluations à enjeux élevés, dont la réussite permettrait à l'étudiant d'entrer dans une classe supérieure ou d'acquiescer l'autorisation d'obtenir un diplôme, et dont beaucoup sont à venir, car l'année scolaire ou universitaire en cours se termine en mai et juin dans de nombreux pays. Dans la plupart des cas, ces évaluations sont des tests standardisés à enjeux élevés et à forte responsabilité, et dans certains autres, elles sont également liées à l'évaluation des performances des enseignants et au financement de l'école. Elles représentent un véritable défi pour les décideurs politiques, car l'interruption de ces examens retarde les décisions relatives à la progression des étudiants, à la certification, à la qualification et à l'obtention du diplôme, ce qui a des répercussions importantes sur l'entrée dans l'enseignement supérieur et sur le marché du travail, sur la qualité et l'équité des résultats de l'apprentissage et sur l'équité des qualifications obtenues, ce qui a des conséquences tout au long de la vie sur la progression des étudiants et des apprenants dans la vie ainsi qu'un impact socio-économique plus large sur les économies et les sociétés.

Les pays adoptent différentes stratégies - dans de nombreux cas plusieurs en même temps - pour faire face à la situation, y compris l'organisation d'examens avec des dispositions spéciales, l'annulation, le report ou la reprogrammation, la mise en ligne (évaluation en ligne), et l'introduction d'approches alternatives aux examens et à la validation de l'apprentissage. Le présent document donne un aperçu des décisions prises par les pays en ce qui concerne les examens à enjeux élevés et les évaluations programmées dans ce contexte particulier. Des efforts ont été faits pour saisir le plus grand nombre possible de pays et de territoires dans le monde, qu'ils soient ou non membres de l'UNESCO⁴.

Si un maximum d'efforts a été fait pour valider les informations, les mesures et décisions prises par les pays figurant dans cette cartographie ne doivent en aucun cas être considérées comme exhaustives, ni totalement cohérentes compte tenu de l'évolution rapide de la situation au quotidien et de la disponibilité des informations accessibles en ligne. Les informations présentées dans le présent document datent du 3 avril 2020 et doivent être considérées comme un travail en cours.

¹ <https://en.unesco.org/themes/education-emergencies/coronavirus-school-closures> (en anglais)

² <https://en.unesco.org/news/teacher-task-force-calls-support-63-million-teachers-touched-covid-19-crisis> (en anglais)

³ Des examens, le plus souvent en série, qui précisent la date et l'heure auxquelles tous les candidats doivent passer l'évaluation. Les épreuves sont programmées en fonction du calendrier scolaire commun ou du calendrier académique, c'est-à-dire que toutes les évaluations d'une série donnée s'inscrivent dans la période d'examen définie par les écoles, les institutions ou les autorités éducatives concernées.

⁴ Il y a actuellement 193 pays, qui sont des États membres de l'UNESCO.

Résumé des stratégies d'adaptation adoptées par les pays

Stratégie	Pays
<p>Maintenir les examens comme annoncé</p> <p>Total : 22</p>	<p>Europe et Amérique du Nord (EUR) : Finlande, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Slovaquie</p> <p>Afrique subsaharienne (AFR) : Érythrée, Sierra Leone</p> <p>Région arabe (ARB) : Égypte, Jordanie, Maroc, Palestine, Arabie Saoudite, Syrie</p> <p>Asie et Pacifique (APA) : Kazakhstan, Nouvelle-Zélande, Thaïlande</p> <p>Amérique latine et les Caraïbes (LAC) : Brésil, Colombie, République dominicaine</p>
<p>Annulation</p> <p>Total : 11</p>	<p>Europe et Amérique du Nord (EUR) : France, Irlande, Pays-Bas, Norvège, Slovaquie, Suède, Royaume-Uni, États-Unis</p> <p>Asie et Pacifique (APA) : Indonésie, Japon</p> <p>Afrique subsaharienne (AFR) : Ouganda</p>
<p>Reprogrammation ou report</p> <p>Total : 57 + 16 pays du Conseil d'examen des Caraïbes</p>	<p>Europe et Amérique du Nord (EUR) : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Lettonie, Lituanie, Malte, Pays-Bas, Slovaquie, Turquie, États-Unis (Dérogation)</p> <p>Afrique subsaharienne (AFR) : Angola, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Nigeria, Seychelles, Tanzanie, Togo</p> <p>Région arabe (ARB) : Algérie, Irak (y compris la région du Kurdistan), Liban, Oman, Soudan, Tunisie</p> <p>Asie et Pacifique (APA) : Bangladesh, Chine, Fidji, Inde, Indonésie, Iran, Malaisie, Mongolie, Népal, Pakistan (Khyber Pakhtunkhwa), Palau, Philippines, République de Corée, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Ouzbékistan, Viet Nam</p> <p>Amérique latine et les Caraïbes (LAC) : Colombie, Costa Rica, pays des Caraïbes (faisant partie du Conseil d'examen des Caraïbes), Équateur</p>
<p>Organiser les examens à enjeux en ligne</p> <p>Total : 11</p>	<p>Europe et Amérique du Nord (EUR) : Belgique (Wallonie et Bruxelles), Estonie, Italie, Royaume-Uni, États-Unis (dérogation)</p> <p>Asie et Pacifique (APA) : Cambodge, Myanmar, Pakistan (Khyber Pakhtunkhwa)</p> <p>Région arabe (ARB) : Égypte</p> <p>Amérique latine et les Caraïbes (LAC) : Mexique ; Venezuela</p>
<p>Mise en œuvre de mesures alternatives</p> <p>Total : 23</p>	<p>Europe et Amérique du Nord (EUR) : République tchèque, Danemark, France, Italie, Malte, Royaume-Uni</p> <p>Afrique subsaharienne (AFR) : Angola</p> <p>Asie et Pacifique (APA) : Bhoutan, Inde, Indonésie, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Palau, Thaïlande, Tonga, Ouzbékistan, Viet Nam</p> <p>Région arabe (ARB) : Égypte, Maroc</p> <p>Amérique latine et les Caraïbes (LAC) : Équateur, Mexique, Venezuela</p>
<p>- Dont la réduction le nombre d'examens</p> <p>Total: 4</p>	<p>Europe et Amérique du Nord (EUR) : Italie</p> <p>Asie et Pacifique (APA) : Japon, Viêt Nam</p> <p>Amérique latine et les Caraïbes (LAC) : Équateur</p>

Aperçu des différentes stratégies adoptées par les pays

Maintenir les examens comme prévu et annoncé

Alors que la majorité des pays du monde entier décident d'annuler ou de reporter les examens, certains pays choisissent de maintenir les examens de fin d'année, en mettant en place certaines mesures pour assurer la sécurité et la santé des étudiants et des enseignants. A la date du 3 avril, de nombreux pays de la région arabe n'ont ni annulé ni renoncé aux examens nationaux, en particulier les examens de fin d'année. Il était prévu que ces examens aient lieu dans des écoles ou des centres avec des mesures d'hygiène et de stérilisation renforcées. L'**Égypte**, la **Jordanie**, le **Maroc**, la **Palestine** et la **Syrie**, par exemple, respectent toujours les dates annoncées de ces examens.

Le 14 mars, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'Europe était devenue l'épicentre de la pandémie de Covid-19. Si plusieurs pays européens ont décidé de fermer complètement leurs écoles, un certain nombre de pays ont néanmoins décidé de continuer à organiser les examens aux dates initialement prévues.

En **Allemagne**, certains Länder ont annoncé que les Abitur (examens de fin d'études secondaires) seront maintenus, mais que les écoles devront prendre des mesures de sécurité pour minimiser le risque d'infection. C'est le cas, par exemple, en Hesse et en Rhénanie-Palatinat, où les examens de l'Abitur continueront à se dérouler dans des conditions d'hygiène strictes.⁵ La **Finlande**, en revanche, a décidé d'intensifier le calendrier de l'examen de fin d'études des élèves de l'enseignement secondaire supérieur général, le seul test normalisé au niveau national. Les étudiants ont également la possibilité de renouveler les examens, sans limite de nombre de passages. Les locaux pour les examens d'entrée aux universités devaient être organisés de manière à ce qu'il y ait une distance physique suffisante entre les candidats, et des mesures d'hygiène et d'autres mesures en place pour prévenir la propagation de l'infection. La **Hongrie** ne prévoit pas d'annuler les examens d'inscription pour l'instant, mais si nécessaire, les examens seront reportés.

En **Italie**, la Ministre de l'Éducation Publique a annoncé qu'elle prendrait une décision concernant les examens dès que possible, mais à ce jour, les examens d'État n'ont été ni annulés ni reportés. Toutefois, il est prévu d'organiser l'évaluation par une commission interne et non par une évaluation externe comme c'est généralement le cas. Plusieurs hypothèses sont sur la table, notamment la tenue d'examens écrits et oraux, si d'ici le 18 mai les écoles sont rouvertes car les élèves auront quatre semaines de cours en présentiel. Il n'y aura ni échec ni report dans cette situation exceptionnelle.⁶ En **France**, les concours nationaux de recrutement d'enseignants devraient avoir lieu entre juin et juillet, sous réserve de modifications en fonction de l'évolution de la situation du Covid-19.

Pour ce qui concerne le **Luxembourg**, jusqu'à nouvel ordre, les examens de fin d'études secondaires (maturité d'État)⁷ seront passés aux dates prévues, mais les commissions chargées d'élaborer les sujets d'examen et les questionnaires ont déjà été chargées par le ministre de tenir compte du fait que tous les cours ne seront probablement pas entièrement terminés. Les questionnaires d'examen devront être adaptés. Toutefois, le pays prépare également un autre scénario au cas où les cours ne pourraient

⁵ En outre, la reconnaissance des différents diplômes est garantie cette année dans tous les Länder, comme l'a confirmé la Conférence permanente des ministres de l'éducation (KMK).

⁶ La principale question est que la Constitution stipule que les étudiants qui passent d'un cycle d'enseignement à l'autre doivent réussir les examens d'État. Cela implique un niveau de contrôle de l'État sur les sessions d'examens finaux pour les transitions de la 8e à la 9e année de scolarité, de la 13e année au niveau universitaire et les diplômes finaux du premier cycle (laurea), du deuxième cycle (laurea magistrale) et du niveau du doctorat. En Italie, les qualifications ont une valeur juridique, mais il existe une certaine souplesse dans la mise en œuvre de ces règles.

⁷ Seuls les contenus qui sont enseignés en classe jusqu'au dernier jour de l'année scolaire peuvent être évalués comme matière d'examen. Tous les autres contenus qui pourraient être enseignés en classe après la réouverture de l'école peuvent être évalués dans le cadre des devoirs réguliers de la classe, mais ne seront pas inclus comme sujets d'examen final.

pas reprendre le 20 avril. En **Pologne**, jusqu'à présent, le gouvernement a indiqué qu'il n'était pas nécessaire de modifier le calendrier de l'année scolaire. Toutefois, la loi dite spéciale concernant des solutions spécifiques pour lutter contre le nouveau coronavirus donne le droit au Ministre de l'Éducation Nationale de réorganiser l'année scolaire, y compris les dates d'examens. En **Slovénie**, aucune décision n'a encore été prise concernant le report des examens finaux ou la prolongation du calendrier scolaire. Toutefois, trois scénarios sont envisagés : le premier consiste à revenir à l'école le 1er mai, le deuxième à revenir à l'école le 1er juin et le dernier à ne collecter que les certificats.

Dans la région africaine, l'**Érythrée** a poursuivi ses activités académiques relatives à l'examen national de fin d'études 2019/2020 qui a débuté le mercredi 18 mars dans tout le pays jusqu'au 23 mars. La **Sierra Leone** maintient également ses examens.

Quelques pays de la région Asie-Pacifique ont également annoncé que les examens à enjeux élevés se poursuivront. En **Nouvelle-Zélande**, dont l'année scolaire est alignée sur celle des autres pays de l'hémisphère sud, les examens doivent avoir lieu en novembre comme prévu, avec la possibilité de passer un examen numérique. En **Thaïlande**, les examens à enjeux élevés pour la douzième année d'études ont eu lieu au 20 mars. Des mesures préventives ont été mises en place pour assurer la sécurité des examinateurs et du personnel éducatif qui prennent en charge le centre d'examen. Au **Kazakhstan**, le Ministre de l'Éducation et des Sciences a officiellement annoncé que tous les examens ne seraient ni annulés ni reportés, y compris le United National Test (examen à enjeu élevé après la 11^{ème} année) et qu'aucun changement ne serait apporté au format pour l'instant, même si les programmes d'éducation ont été déplacés vers l'apprentissage à distance.

Plusieurs pays d'Amérique latine organisent les examens de fin d'année scolaire vers la fin de l'année civile. Néanmoins, avant la crise, le **Brésil** avait annoncé que l'examen national du lycée (*Exame Nacional do Ensino Médio*, Enem) 2020 se déroulerait à la fois en format numérique et papier, sans que la structure de l'examen ne soit modifiée. L'examen d'entrée dans l'enseignement supérieur en **Colombie**, Sabre 11 - Calendrier A (calendrier scolaire du sud) a été maintenu mais pourrait être reporté si la situation l'exige. La **République dominicaine** maintient les *Pruebas Nacionales*, l'évaluation nationale utilisée pour la certification et promotion d'un niveau à l'autre. Si elle est reportée, les conséquences seront considérables pour le système éducatif, car le système centralisé ne disposera d'aucune donnée pour gérer les notes des étudiants et décider de leur promotion. Au moment de la rédaction de ce document, les examens doivent avoir lieu en juin et, sans décision officielle, ils pourraient être reportés.

Il convient de noter que ces informations évoluent rapidement, et les gouvernements pourraient décider d'adopter une stratégie différente dans les jours/semaines à venir pour répondre à l'évolution de la situation de la pandémie.

Annulation des examens

L'une des mesures les plus drastiques prises par les États est l'annulation des examens à enjeux élevés. Face à la pandémie qui affecte la capacité d'apprentissage des élèves et le maintien de la continuité de l'apprentissage dans les pays où les écoles sont fermées, de nombreux États ont fait part de leurs préoccupations concernant les conditions inadéquates des examens que les élèves doivent passer.

Dans la région Europe et Amérique du Nord, l'**Irlande** a pris la décision d'annuler les épreuves orales et pratiques des examens d'État qui devaient initialement avoir lieu du lundi 23 mars au vendredi 3 avril 2020. Tous les élèves qui devaient passer ces tests recevront une note complète pour cette partie de l'examen. En **France**, le Premier ministre et le Ministre de l'Éducation Nationale ont annoncé que, compte tenu de la situation, il ne serait pas possible pour les lycéens de passer les épreuves du baccalauréat dans des conditions normales en juin ou même en juillet. Les épreuves devront être organisées d'une nouvelle manière, basée uniquement sur l'évaluation continue, en utilisant les notes

des trois premiers semestres, les notes obtenues pendant le confinement ne seront pas prises en compte.

La **Norvège** a décidé d'annuler la plupart des examens nationaux pour la dernière année du collège ainsi que pour le lycée. Le Ministère de l'Éducation a annoncé qu'à la place, les écoles proposeront davantage d'évaluation continue afin que les enseignants disposent de la meilleure base possible pour fixer les notes. La priorité est de s'assurer que chaque étudiant obtient son diplôme et puisse poursuivre ses études (c'est-à-dire l'enseignement supérieur). L'évaluation continue étant largement utilisée tout au long de l'année, elle n'est pas nouvelle pour les enseignants. L'année scolaire normale se prolongera également plus longtemps qu'à l'accoutumée, jusqu'en juin, car les examens de mai ont été annulés (sauf pour certains groupes spécifiques). De même, aux **Pays-Bas**, à la fin de l'école primaire, la progression vers l'enseignement secondaire dépend normalement des conseils de leur école et d'un examen final. Cette année, en raison de la pandémie, il n'y aura pas d'examen final à la fin de l'école primaire. Pour l'instant, la progression vers l'enseignement secondaire se fera uniquement sur la base des conseils de l'école qui s'appuie sur l'avis professionnel de l'école primaire. À la fin de l'enseignement secondaire, la réussite de l'élève dépend normalement des examens scolaires et des examens nationaux. Il n'y aura pas d'examens nationaux en fonction des décisions qui seront prises concernant l'obtention du diplôme par les étudiants. De nouvelles directives sont en cours d'introduction, qui tiendront compte des évaluations déjà effectuées. Le test d'aptitude scolaire **suédois**, SweSAT (högskoleprovet), qui était prévu pour le 4 avril a été annulé. L'annulation du SweSAT aura des conséquences sur l'admission à divers établissements d'enseignement supérieur et programmes universitaires. Le gouvernement étudie actuellement la possibilité de mesures en collaboration avec le Conseil suédois de l'enseignement supérieur (par exemple, augmenter les possibilités d'admission sur la base des notes).

Au **Royaume-Uni**, les examens scolaires, y compris les GCSE et les A Levels, qui ont généralement lieu en mai et juin, sont annulés pour l'année universitaire en cours en raison de la fermeture de l'école. Le gouvernement s'est engagé à mettre en place un système adéquat et solide ainsi que des moyens de recours pour les élèves qui doivent passer ces examens cette année afin de garantir qu'ils obtiendront les qualifications dont ils ont besoin "à temps". En **Slovaquie**, en ce qui concerne les examens nationaux, la partie écrite de l'examen de fin d'études (State Matura) a été annulée et n'aura pas lieu cette année scolaire. L'examen "Test-9" (écrit par les jeunes de 15 ans) a été annulé pour cette année scolaire. Le gouvernement fédéral **américain** a annoncé que les États seront autorisés à annuler les tests standardisés obligatoires dans les écoles de la maternelle à la terminale pour l'année scolaire 2019-2020 et qu'il accordera des dérogations à tous les niveaux. Les tests d'admission aux universités SAT ont été annulés jusqu'en mai, mais l'examen du 6 juin n'a pas encore été annulé. De même, les examens du baccalauréat international sont annulés, mais les élèves recevront un diplôme ou un certificat de cours en fonction de leurs travaux.⁸

L'**Indonésie** a annulé l'examen national de fin d'année scolaire pour le premier et le deuxième cycle du secondaire. La remise des diplômes aux élèves sera déterminée par le rapport des 5 semestres précédents. Au **Japon**, les examens universitaires (pour les universités publiques) se déroulent généralement en deux phases. La première phase, consistant en l'examen par le Centre national pour l'entrée à l'université, a eu lieu comme prévu en janvier 2020. Pour les universités publiques, les résultats de l'admission sont basés sur la combinaison des notes de cet examen et du deuxième tour des examens organisés séparément par chaque université.⁹ Suite aux demandes du Ministère de

⁸ Avant l'annonce du gouvernement fédéral, plus d'une demi-douzaine d'États - dont la Floride, la Géorgie, le Colorado, la Pennsylvanie et Washington - ont annulé ou reporté les tests avant d'obtenir l'approbation fédérale. Et plus de deux fois ce nombre ont demandé au ministère de l'éducation une dérogation aux exigences fédérales selon lesquelles les élèves de la plupart des classes doivent passer des tests annuels pour des raisons de responsabilité. Le nombre d'États qui ont annulé les examens d'État a considérablement augmenté depuis l'annonce du gouvernement fédéral. Au 24 mars, les dirigeants de 19 États ont soit annoncé l'annulation des examens annuels, soit demandé une dispense fédérale de ces examens. Cela inclut des États tels que la Virginie, New York et le New Jersey.

⁹ Les universités privées ont leurs propres examens d'entrée.

l'Éducation, de la Culture, des Sports, de la Science et de la Technologie (MEXT), émises le 30 janvier et le 7 février, certaines universités ont annulé leurs examens spécifiques à l'université. Dans ces cas, les universités ont pris les décisions d'acceptation sur la base des résultats des examens du Centre national. Cependant, la plupart des examens d'entrée à l'université ont eu lieu comme prévu, des mesures supplémentaires ayant été prises pour protéger les candidats. L'impact global de COVID-19 sur les examens d'entrée à l'université pour l'année universitaire 2019/2020 a donc été limité. Des discussions sont actuellement en cours sur la manière de garantir l'équité des examens universitaires de 2020/2021 alors que les écoles doivent rouvrir dans certaines régions du pays, tandis qu'elles restent fermées dans les zones les plus touchées.

En **Ouganda**, le ministère a suspendu tous les examens pendant la crise car certains étudiants ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour les passer. Il n'y aura pas d'examens officiels ou de fin de trimestre à la fin du premier trimestre. Les écoles n'auront qu'un seul examen blanc qui aura lieu à la fin du deuxième semestre.

Reprogrammation ou report des examens

Une autre solution adoptée par nombreux États consiste à reprogrammer les examens à un stade ultérieur, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire liée au Covid-19. Il est évident que la situation varie fortement d'un État à l'autre, en fonction du calendrier des examens, de la date de fin de fermeture des établissements d'enseignement, du calendrier académique et des ressources nécessaires pour organiser les examens. Pour certains États, les écoles n'ont été fermées qu'à la mi-mars, et les décisions relatives aux examens n'ont donc pas encore été prises. Pour d'autres, les écoles sont fermées depuis la mi-février et des décisions ont déjà été prises concernant le report des examens et leur organisation.

Plusieurs États de la région européenne et nord-américaine ont décidé de reporter certains de leurs examens à enjeux élevés, alors qu'ils étaient censés avoir lieu dans les semaines ou les mois suivants. Par exemple, en **Autriche**, la date de début de l'examen et du diplôme de fin d'études a été reportée au 19 mai 2020.¹⁰ En **Bulgarie**, les dates des évaluations externes nationales et des examens d'État de fin d'études se situent en dehors de la période de l'état d'urgence et il n'y a pas d'obstacle à leur organisation. Le Ministère de l'Éducation et des Sciences est prêt à déplacer ces dates, ainsi qu'à adapter le contenu de l'enseignement dans toutes les écoles.¹¹

En **Estonie**, les examens de fin d'études de l'enseignement primaire et secondaire supérieur prévus en avril sont reportés. La décision concernant les examens prévus en mai et juin sera prise en temps utile. Les nouveaux horaires des examens seront fixés de manière à ce que les élèves et les enseignants aient suffisamment de temps pour se préparer, c'est-à-dire que les examens commencent au moins deux semaines après le rétablissement de l'enseignement normal.¹² En **France**, le Ministère de l'Éducation nationale a annoncé que les épreuves écrites des concours nationaux, initialement prévues en avril et mai de cette année, seraient reportées et réorganisées à partir de la fin mai. Cela concerne à la fois les concours d'entrée dans les grandes écoles et ceux organisés au sein des universités pour accéder à la deuxième année d'études médicales. Le concours d'entrée à l'école de la magistrature qui était initialement prévu pour fin mai a été reporté à septembre. En **Allemagne**, si certains Länder ont maintenu l'Abitur (baccalauréat allemand), d'autres ont décidé de le reporter à la fin avril/mai, comme le Länder du Schleswig-Holstein qui prévoit d'organiser les examens à partir du 21 avril. La Bavière, le

¹⁰ Des mesures supplémentaires sont prévues pour faciliter les examens de fin d'études en 2020, telles que deux semaines de cours avant le début des examens, la réduction du temps entre les différentes parties de l'examen, l'annulation d'une partie des examens, la modification de l'organisation des unités d'enseignement, le report des dates des examens au samedi et aux jours de transition.

¹¹ Les solutions possibles consistent à reporter les examens à un stade ultérieur et à prolonger l'année scolaire.

¹² Si la situation d'urgence se prolonge jusqu'au début des vacances d'été, le ministère envisage de procéder à une évaluation et à une notation finale sur la base des notes actuelles

Bade-Wurtemberg, Hambourg et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont également reporté l'Abitur. En outre, la reconnaissance des différents diplômes est garantie cette année dans tous les Länder, comme l'a confirmé la Conférence permanente des ministres de l'éducation (*Kultusministerkonferenz*, KMK).

En **Grèce**, la période des demandes d'examens d'entrée dans l'enseignement supérieur peut être reportée à la fin de l'été ou au mois de septembre. En **Irlande**, des discussions sont en cours pour reporter de plusieurs mois le Leaving Certificate, l'examen terminal de l'enseignement post-primaire qui sert à la sélection pour la poursuite des études et l'emploi, qui était initialement prévu pour juin 2020, ainsi que pour reporter la date de début de la prochaine année universitaire dans les établissements d'enseignement supérieur. En **Lettonie**, les examens de langues étrangères pour la 12e année d'études sont reportés de mars à la mi-mai. En **Lituanie**, jusqu'à présent, les dates des examens de fin d'études, prévues en avril, ont été reportées en mai et juin (jusqu'à la fin juin 2020), mais d'autres alternatives pourraient être explorées en fonction de l'évolution de la situation. À **Malte**, les examens de niveau A sont reportés à septembre et les étudiants sont autorisés à entrer à l'université avec une période de probation même s'ils ne réussissent pas. Aux **Pays-Bas**, dans certains cas particuliers, les étudiants de l'enseignement secondaire supérieur professionnel qui sont en dernière année d'études et qui ne peuvent - en raison de la pandémie - obtenir leur diplôme à temps, sont autorisés à s'inscrire dans l'enseignement supérieur, et bénéficieront d'une prolongation pour remplir toutes les conditions et obtenir leur qualification avant le 1er janvier 2021.

En **Espagne**, les examens officiels d'accès à l'université sont reportés et auront lieu, à titre provisoire, entre le 22 juin et le 10 juillet. En outre, le contenu et le nombre de sujets d'examen ont été modifiés afin que les étudiants ne soient pas sanctionnés pour ne pas avoir travaillé en classe sur un ou plusieurs blocs de contenu de l'une des matières. En **Slovaquie**, en ce qui concerne les examens nationaux, si la partie écrite de l'examen de fin d'études a été annulée, la partie interne (orale) de l'examen doit avoir lieu au plus tard deux semaines après la reprise de l'enseignement, de préférence au plus tard le 30 juin 2020. Les autres examens de fin d'études, les examens de fin d'études postsecondaires et les examens de fin d'études supérieures ont lieu au plus tôt deux semaines après la réouverture de l'école. Aux **États-Unis**, les tests de l'American College (*American College Test*, ACT) n'ont pas été annulés mais reportés, le test du 4 avril étant reporté au 13 juin. C'est pourquoi de nombreuses universités américaines adaptent leurs critères d'admission pour rendre ces tests facultatifs. Enfin, l'**Estonie**, la **Finlande** et la **Turquie** ont également indiqué que leurs examens à enjeux élevés seront reportés.

Dans la région africaine, la plupart des États ayant fermé leurs écoles autour du 20 mars, les décisions concernant les sessions d'examens ne sont pas la priorité immédiate, et donc seuls quelques-uns ont déjà pris, ou sont en train de prendre, de telles décisions. Plus généralement, les examens du certificat d'études secondaires d'Afrique de l'Ouest (*West African Secondary School Certificate Examinations*, WASSCE) ont été suspendus dans toute l'**Afrique de l'Ouest** anglophone en raison de la menace de COVID-19 (**Nigeria**, **Ghana**, **Sierra Leone**, **Gambie** et **Liberia**) et seront réexaminés lorsque la situation sanitaire s'améliorera. En outre, au **Cameroun**, le Ministère de l'Enseignement Secondaire a déclaré qu'il y avait une incertitude quant au calendrier des examens et élabore actuellement un plan d'urgence pour trouver une autre solution si la situation sanitaire ne s'améliore pas. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur a déclaré que le calendrier des examens serait modifié. D'autres États tels que l'**Angola**, le **Burkina Faso**, le **Cameroun**, la **République centrafricaine**, la **Gambie**, le **Ghana**, la **Guinée**, le **Nigeria**, le **Liberia**, les **Seychelles**, la **Tanzanie**, le **Togo** ont annoncé le report des examens.

Dans la région arabe, plusieurs États ont également décidé de reporter certaines sessions d'examen. Par exemple, en **Algérie**, le Ministère de l'Éducation Nationale a décidé de reporter le test d'éducation physique et sportive pour les candidats libres concernés par les examens du Brevet d'Enseignement Moyen (BEM) et du baccalauréat. Certaines universités ont également décidé de reporter la session d'examens de rattrapage du premier semestre (Laghouat, Aflou). Au **Soudan**, les examens de certification de base dans tous les États sont reportés jusqu'à nouvel ordre. En Tunisie, il a été annoncé que si la suspension des cours est maintenue jusqu'en mai, le mois de juin sera consacré aux cours mais uniquement pour les étudiants de dernière année du lycée tandis que les examens nationaux

(baccalauréat) auront lieu la deuxième semaine de juillet.¹³ D'autres États tels que **l'Irak** (dont le KRI) et **Oman** ont annoncé le report des examens. Au **Liban**, il a également été décidé de reporter les examens en fonction de l'évolution de la situation. Le baccalauréat et le brevet français seront validés cette année sur la base d'une évaluation continue, sauf dans des cas spécifiques où l'examen est reporté à septembre.

De même, dans la région Asie et Pacifique, où le premier épicode de la pandémie Covid-19 s'est produit il y a plus d'un mois, certains États ont décidé de fermer des écoles à l'échelle nationale vers le 19 février, et certaines écoles commencent à être rouvertes. Mais là aussi, plusieurs États ont décidé de reporter certains examens afin de s'adapter à la situation sanitaire. Le **Cambodge** a repoussé indéfiniment les examens nationaux des 9e et 12e années. En **Chine**, les examens d'entrée à l'université GaoKao, que près de 10 millions d'étudiants passent chaque année, sont reportés d'un mois aux 7 et 8 juillet 2020. **Hong Kong (Chine)** a reporté d'un mois (au 24 avril 2020) l'examen du Diplôme de l'enseignement secondaire (*Diploma of Secondary Education, DSE*) et prendra des mesures sanitaires de précaution. En **Inde**, le Conseil central de l'enseignement secondaire (*Central Board of Secondary Education, CBSE*)¹⁴ a reporté les examens pour les classes de 10e et 12e années en Inde et à l'étranger, initialement prévus entre le 19 mars et le 31 mars. Le CBSE ne fera passer des examens que pour 29 matières principales qui sont nécessaires pour la promotion et qui sont cruciales pour l'admission à l'université. Le Conseil pour l'examen du certificat scolaire indien (*Council for Indian School Certificate Examination, ICSE*) a reporté les examens de la classe 10 (*ICSE board exams*) et de la classe 12 (*ISC board exams*), qui devaient avoir lieu entre le 19 et le 31 mars. En outre, plusieurs États ont reporté tous les examens d'État. En **Iran**, les examens nationaux de fin de primaire et les examens de fin de secondaire doivent éventuellement être reportés d'un mois. En **République de Corée**, le gouvernement a annoncé un report de deux semaines du test d'aptitude scolaire au collège (*College Scholastic Ability Test*) pour 2021.¹⁵ Il aura lieu le jeudi 3 décembre 2020. L'inscription à cet examen a donc également été reportée de deux semaines, au 19 septembre 2020.

En **Malaisie**, les examens nationaux sont reportés (aucune date spécifiée), ainsi que pour l'examen d'inscription et le test d'anglais universitaire malaisien (*Malaysian University English Test, MUET*).¹⁶ Aux **Philippines**, tous les examens d'entrée au lycée et à l'université ont également été reportés. En **Thaïlande**, les examens d'entrée en 7e et 10e années sont reportés jusqu'à nouvel ordre, tandis qu'une solution est envisagée pour avoir des examens d'entrée en ligne. En **Ouzbékistan**, l'essai sur le terrain PISA 2020 est pour l'instant reporté d'un mois mais pourrait être annulé en fonction du conseil de gouvernance. Au **Viêt Nam**, plusieurs examens sont reportés, comme l'essai sur le terrain PISA 2020 qui est censé avoir lieu un mois plus tard que prévu initialement (avril au lieu de mars), l'évaluation à grande échelle en 5e, 9e et 12e année qui est reportée de deux mois (au lieu de fin avril) et l'examen national du secondaire qui est également reporté de deux mois (au lieu de juin). D'autres États tels que le **Bangladesh**, les **Fidji**, **l'Indonésie**, la **Mongolie**, le **Népal**, le **Pakistan** (Khyber Pakhtunkhwa), les **Palaos**, le **Samoa**, **Singapour**, le **Sri Lanka** et les **Tonga** ont également annoncé le report des examens.

Enfin, dans la région Amérique latine et Caraïbes, la **Colombie** a décidé que les examens d'État SABER 11 - Calendrier B (calendrier scolaire du Nord) seront reportés et des options de reprogrammation sont à l'étude. Au **Costa Rica**, les Pruebas Nacionales de Educación Abierta, les examens de certification pour les étudiants qui choisissent de se préparer par leurs propres moyens, ou en participant à des projets publics, des instituts privés ou avec un professeur privé, ont été reportés. Toutes les évaluations prévues pour le premier trimestre 2020 ont été reportées. En ce qui concerne les **Caraïbes**,

¹³ En ce qui concerne les examens pour le diplôme de fin d'études de l'enseignement de base général et technique, les épreuves écrites auront lieu les 22, 23 et 24 juin 2020, tandis que les épreuves pour l'examen d'entrée aux collèges pilotes "6e année primaire" se dérouleront du 25 au 27 juin 2020.

¹⁴ Un conseil d'éducation de niveau national pour les écoles publiques et privées

¹⁵ Cet examen permettra l'entrée à l'université au cours de la prochaine année académique à partir de mars 2021.

¹⁶ Jusqu'à présent, l'examen d'immatriculation est reporté de fin mars à fin avril et le MUET de mi-mars à septembre.

le Conseil d'examen des Caraïbes (*Caribbean Examination Council, CXC*), qui couvre 16 pays et territoires des Antilles (Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Îles Vierges britanniques, Îles Caïmans, Dominique, Grenade, Guyane, Jamaïque, Montserrat, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago et les Îles Turques-et-Caïques), a reporté ses examens de fin d'études secondaires de mai et juin à juillet 2020. Les examens du CXC dans les Caraïbes devraient être mis en place dans des formats modifiés en ligne et hors ligne, avec des évaluations à choix multiples et des évaluations scolaires pour déterminer les notes finales. En **Équateur**, l'examen d'entrée pour les enseignants interculturels bilingues nationaux (*Quiero Ser Maestro Intercultural Bilingüe*) et l'évaluation de certification pour les responsables scolaires (*Quiero Ser Directivo*) seront reportés.

Organiser les examens à enjeux en ligne

Pour certains examens, les États ont décidé de les organiser en ligne. Cette option peut être relativement difficile car elle nécessite une toute nouvelle organisation des examens et au moins un dispositif pour chaque élève et une bande passante suffisante. Dans la région Europe et Amérique du Nord, au **Royaume-Uni**, les universités d'Oxford et de Cambridge ont décidé de mettre en ligne les examens d'été.¹⁷ En outre, aux **États-Unis**, les lycéens pourront passer des tests de placement avancé à domicile, l'examen de deux ou trois heures se transformant à l'origine en un test en ligne de 45 minutes. En **Belgique**, les régions de Wallonie et de Bruxelles ont également indiqué que les examens à enjeux élevés se dérouleraient en ligne. En **Estonie**, la soutenance finale des thèses de doctorat se fait en ligne.

L'**Italie** envisageait également la possibilité d'organiser des examens en ligne, si les conditions sanitaires ne permettaient pas aux élèves de passer les examens sur place. Pour les établissements d'enseignement supérieur, chaque université décide des modalités des examens et des diplômes finaux pour ses propres étudiants tout en adoptant des mesures de santé et de sécurité, y compris l'interdiction de tout contact mutuel et l'utilisation de la téléconférence. Plusieurs universités ont décidé de demander aux étudiants de discuter des mémoires de fin d'études sous le contrôle d'un fonctionnaire de l'État (par exemple, par téléconférence depuis le bâtiment municipal de leur résidence).

Dans la région arabe, selon des informations rapportées, l'**Égypte** a annoncé que les examens nationaux pour les 11e et 12e années seront passés en ligne, sans report, notant que les examens ne comprendront que ce qui a déjà été couvert avant la fermeture de l'école.¹⁸

Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, le **Mexique** et le **Venezuela** ont indiqué qu'ils prenaient de telles mesures.

De même, dans la région Asie et Pacifique, le **Myanmar** et le **Pakistan** (province de Khyber Pakhtunkhwa) ont également indiqué que les examens seront passés en ligne.

¹⁷ Si les étudiants ne peuvent pas effectuer les évaluations en ligne pour cause de maladie, de tâches de soins ou de difficultés techniques, ils peuvent être évalués ultérieurement. Ils ne seront pas autorisés à reporter l'évaluation à l'année universitaire suivante. Il faut noter que les étudiants de sixième année de médecine viennent de passer leurs examens en ligne pour la première fois.

¹⁸ Selon une autre source d'information, les évaluations en ligne ne sont appliquées que pour les grades 10 et 11, tandis que les examens du grade 12 seront effectués sans modification.

Introduire des approches alternatives aux examens et à la validation de l'apprentissage

Enfin, certains pays, dans certains contextes, ont décidé d'introduire des approches alternatives aux examens et à la validation de l'apprentissage, par exemple en réduisant le nombre d'examens, en modifiant le format des tests, en évaluant le portfolio d'apprentissage de l'étudiant sans les résultats des examens. C'est le cas par exemple de l'**Angola**, de l'**Inde**, de l'**Indonésie**, de **Malte**, du **Mexique**, de la **Micronésie**, de la **Mongolie**, du **Maroc**, de **Palau**, de la **Thaïlande**, des **Tonga** et du **Venezuela** qui ont déclaré avoir adopté des stratégies alternatives.

En **Égypte**, les examens de 9e année ont été remplacés par des projets de recherche.¹⁹ En **France**, les épreuves écrites des concours post-baccalauréat permettant l'accès aux formations sélectives du premier cycle de l'enseignement supérieur seront remplacées par un examen des dossiers académiques des candidats, dans le cadre de la procédure nationale de pré-inscription via la plateforme "Parcoursup". Le **Mexique** a introduit une évaluation compensatoire alternative aux tests et aux quiz d'un plus grand intérêt (par exemple, évaluation du portfolio d'apprentissage de l'élève, pas d'examen de fin d'année pour l'année scolaire 2019-2020). Cependant, dans certains pays, même si des solutions ont été envisagées pour les formes alternatives, comme la situation évolue rapidement, les plans peuvent changer pour d'autres stratégies. En **République tchèque**, par exemple, bien que la préparation aux examens de fin d'études ait été préparée à la télévision, les autorités nationales envisagent maintenant de reporter les examens.²⁰ D'autres pays ont décidé de réduire le nombre d'examens et le contenu de l'apprentissage (par exemple, l'**Équateur** et le **Viêt Nam**) et ont renoncé à certaines matières.

En **Équateur**, c'est le cas de l'évaluation nationale utilisée pour la certification de la licence (*l'Examen de grado*) et de l'examen d'entrée à l'enseignement supérieur (*l'Examen de ingreso a la Educación Superior*). Parmi les options envisagées, on peut citer la réduction de la durée de l'examen, la révision du contenu à évaluer, la construction, la méthodologie de notation et le niveau de difficulté. Parmi les différentes hypothèses envisagées par l'**Italie**, on peut citer le remplacement des examens de fin d'année par un seul examen oral en juin si les écoles ne sont pas rouvertes avant le 18 mai. Certains pays envisagent d'utiliser les notes précédentes (par exemple **Oman**), les évaluations des enseignants et l'auto-évaluation des élèves - ce qui peut poser des questions d'équité et d'égalité. Au **Bhoutan**, étant donné que la majorité des étudiants se trouvent dans des zones rurales avec un accès limité à l'internet et aux médias audiovisuels, il n'est pas recommandé de faire passer des examens standard sur le programme adapté. Les examens seront effectués sur le programme régulier une fois les cours repris, soit sur le programme complet, soit sur le programme prioritaire ou adapté, en fonction de la durée de fermeture de l'école et de la date de réouverture de l'école.

Au **Royaume-Uni**, le processus de calcul des notes tiendra compte d'une série de preuves, dont l'évaluation sans examen et les résultats fictifs, et l'approche sera normalisée entre les écoles et les collèges. En **Ouzbékistan**, bien que la décision n'ait pas encore été prise, le Ministère de l'Éducation envisage d'autres modes d'examen (examen à domicile, examen en ligne ou examen unifié avec les examens d'entrée à l'université) en cas de fermeture prolongée des écoles. Au **Danemark**, des

¹⁹ Selon d'autres sources, les examens traditionnels pour tous les niveaux (sauf G11 et G12) doivent être remplacés par des projets de recherche.

²⁰ Les examens d'entrée pour les élèves du secondaire inférieur et les examens de fin d'études secondaires d'État pour les élèves du secondaire seront adaptés. 1) Les examens d'entrée commencent au plus tard 14 jours après la réouverture des écoles et ne sont organisés qu'en une seule session avec des sessions alternatives supplémentaires, 2) Les examens de fin d'études secondaires pour les élèves du secondaire commencent au plus tard 21 jours après la réouverture des écoles, 3) Si les écoles secondaires ne sont pas ouvertes jusqu'au 1er juin, le certificat de fin d'études sera un résumé des résultats des trois derniers bulletins scolaires, 4) La prolongation de l'année scolaire jusqu'aux vacances d'été n'est pas envisagée.

dispositions adéquates peuvent être prises pour garantir que les élèves bénéficient le plus possible de l'enseignement et que leur progrès soient le moins affectés par l'adoption de méthodes alternatives.²¹

Au-delà des examens à enjeux élevés

En **Argentine**, l'évaluation nationale pour les écoles à journée scolaire prolongée (*Evaluación en escuelas de Jornada Extendida*) a été annulée. Au **Costa Rica**, l'évaluation nationale obligatoire en cinquième année (*Pruebas Nacionales de Fortalecimiento de Aprendizajes para la Renovación de Oportunidades Primaria, FARO*) a été annulée. Les tests nationaux de l'éducation formelle (*Pruebas Nacionales de Educación Formal*) ont été retardées afin de ne pas affecter les résultats des tests. En **République dominicaine**, l'évaluation nationale des élèves de 3^e année (*Evaluación Diagnóstica Nacional d Tercer Grado de Primaria*) a également été annulée. Il n'y aura pas de données disponibles comme l'exige la loi, car les résultats de cette évaluation sont utilisés comme indicateur officiel de la qualité de l'éducation. D'autres évaluations nationales liées à ce cycle seront reprogrammées. En **Équateur**, des méthodes alternatives sont adoptées pour les évaluations nationales, notamment *Ser Estudiante*, *Ser Estudiante en la infancia* et *Bachillerato Técnico*.

Certains pays de la région africaine, tels que le **Botswana**, **Eswatini**, le **Lesotho**, le **Malawi**, le **Mozambique**, la **Namibie**, **l'Afrique du Sud**, la **Zambie** et le **Zimbabwe** ont leurs examens d'éducation de base dans la période octobre/novembre/décembre et ne sont donc pas encore concernés. En ce qui concerne les établissements d'EFTP (écoles polytechniques et collèges), les examens sont également passés pendant la période d'octobre/novembre, donc pas encore affectée. À ce stade, ce qui pourrait être affecté est l'apprentissage en milieu de travail/les liens avec l'industrie/les entreprises/organisations. Les détachements font partie des programmes de formation. En ce qui concerne les examens semestriels universitaires, ceux prévus en mai/juin peuvent être affectés étant donné la durée de l'immobilisation. Aux **Comores**, tous les examens, à l'exception du baccalauréat et des examens universitaires (pour lesquels aucune décision n'a encore été prise) sont annulés. En **Gambie**, les examens de 3^e, 5^e et 8^e année sont annulés. En **Namibie**, le Ministère de l'Éducation de Base travaillera avec les enseignants pour soutenir l'analyse des dispositions sanitaires et de santé dans les écoles afin de préparer l'enseignement à distance aux apprenants et de garantir la poursuite de l'évaluation en ligne dans les établissements d'enseignement supérieur.

Dans la région européenne et nord-américaine, dans les établissements d'enseignement supérieur **d'Estonie**, selon le plan actuel, les examens se déroulent pratiquement selon un calendrier planifié. En outre, la soutenance finale des thèses de doctorat se fait en ligne. Dans l'enseignement professionnel, il n'est pas possible de défendre le travail final à l'école. L'institution et l'étudiant trouveront une solution alternative. Les examens de qualification sont reportés. La **Croatie** est en train de mettre à jour sa législation concernant la notation et l'évaluation, afin de prendre en compte le contexte de l'enseignement à distance²².

²¹ Les établissements d'EFP du secondaire supérieur dont les élèves sont sur le point d'obtenir leur diplôme ont plusieurs options : 1) La durée du programme d'EFP peut être prolongée et l'examen final organisé après la réouverture de l'école ; 2) Des examens finaux d'EFP (avec très peu d'étudiants) peuvent être organisés si cela est possible tout en respectant les règlements de santé du Covid-19 ; 3) Les écoles d'EFP ayant des étudiants qui vont obtenir leur diplôme mais dont les examens finaux doivent être annulés peuvent délivrer un diplôme (diplôme administratif), si l'école estime que les étudiants en question satisfont au niveau requis de qualifications, de compétences et de connaissances et si le conseil professionnel est d'accord. Le diplôme a le même statut juridique que le diplôme ordinaire. En ce qui concerne les notes des écoles d'EFP générales, les notes d'examen peuvent être remplacées par des notes d'évaluation continue. En ce qui concerne les examens dans les établissements d'enseignement supérieur, chaque établissement s'efforcera de proposer une autre forme d'examen (par exemple, un devoir ou un examen en ligne) dans les situations où un examen prévu peut être organisé. Si l'établissement décide de ne pas remplacer l'examen, il programmera un autre examen à la place.

²² Pour l'instant, les autorités ne déplacent pas les dates, mais envisagent d'autres options au cas où elles devraient reporter les examens.

En **Finlande**, les objectifs d'apprentissage dans l'enseignement secondaire supérieur général et dans l'enseignement professionnel n'ont pas été modifiés. Des procédures d'évaluation polyvalentes seront utilisées pour noter les contenus appris au lieu de recourir aux examens traditionnels. Dans l'enseignement professionnel, l'objectif est de s'assurer que les étudiants en phase finale de leurs études peuvent obtenir leur diplôme en donnant la priorité à leurs démonstrations de compétences par rapport aux autres étudiants dans les situations où il n'est pas possible d'organiser toutes les démonstrations de compétences de manière traditionnelle. De nombreux établissements d'enseignement supérieur ont essayé d'organiser des examens en ligne, avec MyCourses, Moodle ou d'autres outils numériques. En **Allemagne**, l'évaluation et la notation des travaux des étudiants se font, dans la mesure du possible, en ligne. En même temps, les établissements élaborent actuellement des normes pour l'évaluation des notes sur la base des travaux/cours en ligne. Les écoles coordonnent actuellement ces réponses afin d'assurer la plus grande cohérence possible.

Depuis le 23 mars 2020, la **Hongrie** propose un enseignement supérieur à distance. Les enseignants sont censés modifier les exigences de chaque matière et les méthodes d'évaluation afin qu'aucun contact physique n'ait lieu. Les présidents des établissements d'enseignement supérieur pourraient envisager de reprogrammer la période des examens. En ce qui concerne l'EFPP, le Ministère de l'Innovation et de la Technologie a demandé aux directeurs de l'Office national pour l'EFPP et l'apprentissage des adultes (*National Office for VET and Adult Learning, NOVETAL*) de travailler sur une proposition concernant l'organisation des examens de matura dans l'EFPP, mais les détails ne sont pas disponibles. En ce qui concerne l'enseignement public, le Ministère des Capacités Humaines fournit des conseils sur les évaluations au format numérique pour les élèves et les enseignants dans les écoles via le site web de l'Autorité Éducative.

En **Lettonie**, les tests de diagnostic pour la 11e année de physique et de chimie (prévus en avril) ont été annulés. Les établissements d'EFPP poursuivent l'évaluation des performances des élèves pendant l'apprentissage à distance (certains utilisent désormais davantage de notations de réussite/échec). Le plus grand défi pour les établissements d'EFPP est la formation pratique (en particulier pour les élèves qui sont sur le point de terminer le programme).²³ Dans les cas où la formation sur place n'est pas possible, les tuteurs d'entreprise ou les enseignants de l'EFPP fournissent des tâches pour l'apprentissage à distance. Certains établissements d'EFPP ont complètement arrêté la formation en entreprise, ils restructurent les horaires de formation et fournissent un contenu plus théorique pour l'apprentissage à distance. En **Lituanie**, les examens de fin d'études qui ont lieu au cours du processus éducatif (examen artistique au niveau de l'école, examen technologique au niveau de l'école et projet de fin d'études facultatif) sont finalisés à distance (la dernière partie de l'examen, c'est-à-dire la présentation du travail au jury, se fait à distance). De même, la partie orale de l'examen de langue et littérature lituanienne sera effectuée à distance.

Aux **Pays-Bas**, pour l'enseignement supérieur, les établissements permettent, dans la mesure du possible, que les examens aient lieu (sous des formes numériques alternatives). En outre, à la fin de la première année, en fonction du nombre de crédits d'études que les étudiants de l'enseignement supérieur ont obtenus, ils reçoivent une recommandation contraignante (*Binding study advice, BSA*) sur la possibilité de passer à l'année suivante de leur cursus. En raison des mesures mises en place pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, les étudiants de première année peuvent ne pas être en mesure d'obtenir le nombre de crédits requis. Il a été convenu que les universités et les hautes écoles spécialisées tiendront compte des circonstances inhabituelles dans lesquelles leurs étudiants étudient actuellement. Toute personne qui ne peut satisfaire aux exigences de la BSA parce que ses études ont été interrompues ou retardées par l'épidémie de coronavirus se verra accorder une prolongation. Ils peuvent passer en deuxième année et essayer de satisfaire à la norme BSA au cours de l'année universitaire 2020/2021.

²³ Les établissements d'EFPP et les entreprises doivent évaluer la situation au cas par cas, mais les étudiants ne peuvent être contraints de continuer s'ils considèrent toujours qu'il y a un risque.

En **Suède**, l'Agence nationale pour l'éducation a annoncé l'annulation des derniers examens nationaux du semestre à l'école obligatoire et au lycée. En **Espagne**, les tests de diagnostic pour les élèves du primaire et du secondaire (3e et 6e années du primaire et 4e du secondaire) ont été annulés. En ce qui concerne l'enseignement et la formation professionnels, le calendrier scolaire a été étendu et un certain niveau de flexibilité a été accordé en ce qui concerne les pratiques sur le lieu de travail, limitant les heures à 220 heures. Le **Canada**, **l'Allemagne**, **le Royaume-Uni** et les **États-Unis** ont adopté des "*Progress Record Books*" pour documenter les compétences développées et faciliter le suivi en temps réel des apprentissages.

Dans la région arabe, **l'Égypte** a pris la décision d'annuler les examens finaux pour les élèves du primaire et de la préparation. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique a annulé les examens de mi-parcours du mois de mars, en ajoutant les notes aux examens finaux à la place. Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche Scientifique a annulé les examens de mi-parcours du mois de mars, en ajoutant les notes aux examens finaux.

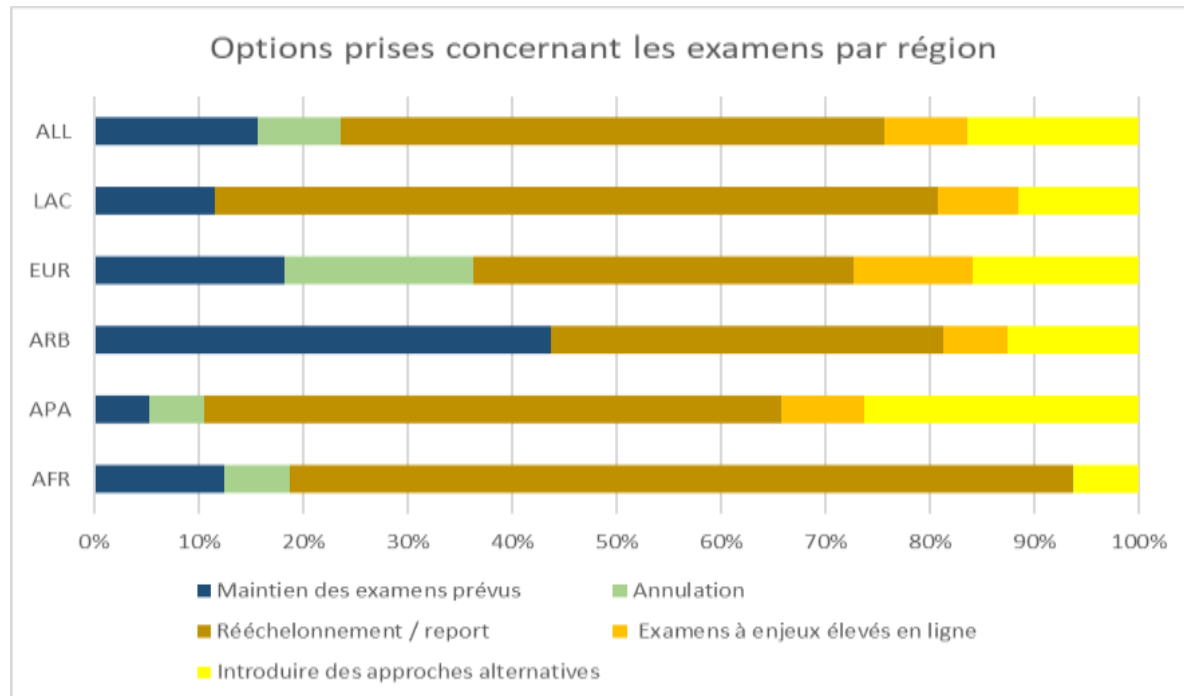
Conclusions et recommandations

L'analyse globale des mesures politiques prises pour gérer les examens et évaluations à enjeux élevés pendant la pandémie de Covid-19 met en évidence cinq stratégies adoptées par les différents systèmes éducatifs :

1. Maintien des examens prévus
2. Annulation
3. Rééchelonnement / report
4. Examens à enjeux élevés en ligne
5. Introduire des approches alternatives

Si les informations, ainsi que les premiers résultats, ne permettent pas de saisir en profondeur les stratégies adoptées par les pays dans ces circonstances, il existe néanmoins des points communs en termes de questions politiques que les gouvernements doivent prendre en considération pour prendre des décisions concernant les examens et évaluations à enjeux élevés lors de la fermeture prolongée et massive d'écoles, d'universités et d'autres établissements d'enseignement :

1. Si les examens sont maintenus, doivent-ils être organisés selon le même format et la même administration ou comment ?
2. Si les examens sont annulés, comment évaluer et certifier l'apprentissage ?
3. Si les examens sont reportés, à quelle date ?
4. Si des examens à enjeux élevés sont organisés en ligne, dans quelle mesure sont-ils réalisables en termes de connectivité, de sécurité, de surveillance, etc.
5. Si des approches alternatives sont introduites, quelles peuvent-elles être ? Comment devraient-elles être menées ? Quand ?



Source: Compilé à partir de diverses sources par le personnel de l'UNESCO

L'analyse de l'UNESCO des données collectées et présentées dans cette cartographie couvre quelque 73 pays dans le monde qui réagissent aux examens à enjeux élevés pendant cette période de fermeture d'écoles, d'universités et d'autres établissements d'enseignement. Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessus, la stratégie la plus courante adoptée par les pays est le report ou la

reprogrammation des examens (73 systèmes éducatifs). Très peu de pays ont opté pour le maintien des examens, sauf dans le monde arabe (22 systèmes éducatifs). Dans quelques cas, les examens sont annulés (11 systèmes éducatifs), ou les gouvernements ont opté pour des examens en ligne (11 systèmes éducatifs), et certains envisagent des approches alternatives pour remplacer les examens et valider l'évaluation de l'apprentissage.²⁴

En se basant sur cette analyse comparative et sur ce que nous apprenons par le dialogue politique avec les ministères de l'éducation, l'UNESCO a proposé les six recommandations politiques suivantes :

1. Une approche globale du gouvernement : Assurer l'alignement et la coordination avec les autres départements concernés en ce qui concerne les décisions visant à adapter l'évaluation, la reconnaissance et la validation des apprentissages au niveau secondaire, en particulier lorsqu'elles concernent l'admission à l'enseignement supérieur, la certification et l'accès aux professions réglementées et au marché du travail.

2. Vaste consultation et communication au public : Impliquer les partenaires sociaux, les associations d'élèves et celles de parents dans la consultation et élaborer un plan de communication afin de garantir l'adhésion des enseignants, de leurs représentants, des parents et de la société.

3. Options d'évaluation pour garantir l'équité : Envisager une combinaison d'options pour garantir l'équité dans l'évaluation de l'apprentissage lors de la fermeture des écoles. Ces options comprennent : un soutien supplémentaire aux enseignants ; la prise en compte des évaluations antérieures ; la réduction du nombre de matières testées ; la reconnaissance et la validation automatiques des acquis des élèves ; et l'admission conditionnelle à l'université, complétée par des cours de rattrapage à la réouverture des écoles.

4. Examens à enjeux élevés : Toute décision relative aux examens présentiels doit être fondée, avant tout, sur les orientations fournies par les autorités sanitaires nationales. Si les examens présentiels sont maintenus (même s'ils sont reportés), les mesures sanitaires doivent être assurées conformément aux orientations fournies par les autorités sanitaires nationales. En outre, il convient d'envisager une évaluation continue et des programmes correctifs appropriés pour garantir l'égalité des chances.

5. Examens en ligne : N'envisager les examens en ligne que lorsque les questions relatives à l'égalité d'accès à l'infrastructure et à la connectivité, à la sécurité et aux méthodes de surveillance en ligne, à la transparence, ainsi qu'aux compétences et aux lacunes des élèves en matière numérique, ont fait l'objet d'un examen approfondi.

6. Approches différenciées pour l'EFTP : Envisager des approches différenciées pour les examens liés à l'EFTP afin de répondre au défi particulier des apprenants de l'EFTP et aux contraintes liées aux compétences pratiques et à l'évaluation de l'apprentissage en milieu professionnel. Cela pourrait inclure : le report des examens ; l'utilisation des résultats de l'évaluation continue ; l'utilisation de ressources d'auto-évaluation en ligne reflétant l'apprentissage et, éventuellement, les résultats des apprentis ; des examens organisés localement, etc.

Il y a évidemment des questions relatives à l'enseignement supérieur qui sont spécifiques et qui ne sont pas encore comprises dans cette analyse. Cela ne signifie pas que les examens de l'enseignement supérieur ne sont pas importants ou ne requièrent pas une attention urgente. Au moment de la rédaction du présent document, il est considéré que la priorité politique dans l'immédiat était la fin des 1^{er} et 2nd cycles secondaire et l'articulation avec la poursuite des études et de la formation, l'admission à l'université, etc. La situation pourrait alors évoluer différemment dans de nombreuses régions du monde, ce qui nécessitera des mises à jour en temps réel.

²⁴ Un résumé plus détaillé des stratégies d'adaptation adoptées par les pays est présenté à la page 5 de ce document.